



Seul le discours prononcé fait foi

LUXEMBOURG

Intervention de M. Olivier Maes
Chargé d'affaires a.i.

Débat général

**Conférence des Nations Unies chargée d'examiner les progrès
accomplis dans l'exécution du Programme d'action en vue de
prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite
des armes légères sous tous ses aspects**

New York, le 27 août 2012

Statement by Mr. Olivier Maes
Chargé d'affaires a.i.

General exchange of views

**United Nations Conference to Review Progress Made in the
Implementation of the Programme of Action to Prevent, Combat
and Eradicate the Illicit Trade in Small Arms and Light Weapons
in All Its Aspects**

New York, 27 August 2012



Candidat au Conseil de sécurité
2013-2014
Candidate for the Security Council

Madame la Présidente,

Permettez-moi tout d'abord de vous exprimer les félicitations de ma délégation pour votre élection et de vous faire part de notre satisfaction de vous voir présider cette Conférence des Nations Unies chargée d'examiner les progrès accomplis dans l'exécution du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects. Grâce à votre expertise et vos capacités de médiatrice, je suis persuadé que vous saurez mener les travaux de cette conférence à bon port.

Le Luxembourg souscrit pleinement à la déclaration de l'Union européenne.

Le Luxembourg attache une grande importance aux efforts multilatéraux réalisés dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération, aux niveaux tant national, régional qu'international. Nous sommes convaincus que la prolifération et le stockage incontrôlé d'armes légères et de petit calibre constituent une menace pour la paix et la sécurité internationales ainsi que pour le développement et la croissance mondiaux. Le Programme d'action est un élément clé pour combattre le commerce illicite des armes légères et de petit calibre, contribuant ainsi à une diminution de la prolifération de telles armes et à une régularisation des stocks.

Madame la Présidente,
Chers collègues,

Il y a 11 ans, nous nous sommes mis d'accord ici à New York sur un Programme d'action pour réduire le nombre de victimes et les souffrances causées par les armes légères et de petit calibre ainsi que pour prévenir, combattre et éliminer les conséquences néfastes de leur prolifération sur le développement et les droits de l'homme. Compte tenu des milliers de victimes causées annuellement par des armes légères et de petit calibre issues du commerce illicite, il est clair que les objectifs fixés en 2001 n'ont pas encore été atteints.

Cette deuxième conférence d'examen devra nous permettre d'augmenter l'efficacité et l'efficience du Programme d'action, afin de mieux endiguer la prolifération des armes, de mieux régulariser les stocks et de mieux prendre en compte les aspects humanitaires et socio-économiques du commerce illicite des armes légères et de petit calibre, en particulier les violences basées sur le genre et les conséquences dévastatrices de ces armes sur les enfants. A cet effet, il importe de renforcer la mise en œuvre du Programme d'action et de l'Instrument international de traçage.

Le Luxembourg ne produit pas d'armes et dispose depuis le 3 août 2011 d'une nouvelle loi sur les armes et munitions portant transposition de la directive européenne relative au contrôle de l'acquisition et de détention d'armes. Cette loi règle l'encadrement et le contrôle des armes et munitions et prévoit une définition plus détaillée de tout ce qui touche au trafic et à la fabrication illicite d'armes à feu et de leurs pièces. Elle précise également les dispositions de marquage des armes.

Madame la Présidente,

La préservation de la paix et de la sécurité, le respect des droits de l'homme et du droit international humanitaire sont les fondements de notre sécurité collective et une responsabilité qui nous incombe à tous. Le Luxembourg est convaincu que sous votre direction, et sur base des avant-projets de texte élaborés, nous pourrons d'ici le 7 septembre aboutir à des documents finaux de qualité et réaliser des progrès substantiels afin d'accélérer et d'améliorer la mise en œuvre du Programme d'action.

Le fait qu'il y a un mois, nous n'ayons malheureusement pas réussi à finaliser le Traité sur le commerce des armes ne doit pas nous amener à baisser les bras mais doit au contraire nous encourager à redoubler d'efforts dans le cadre de la présente conférence.

Je vous remercie de votre attention.

Madam President,

Allow me, first of all, to express my delegation's congratulations on your election and to convey to you our satisfaction to see you chair this United Nations Conference to review progress made in the implementation of the Programme of Action to prevent, combat and eradicate the illicit trade in small arms and light weapons in all its aspects. I am sure that, with your expertise and your diplomatic finesse, you will safely steer this conference to its destination.

Luxembourg fully subscribes to the statement of the European Union.

Luxembourg attaches great importance to multilateral efforts being made in the field of disarmament and non-proliferation at the national, regional and global levels. We are convinced that the proliferation and unregulated stockpiling of small arms and light weapons pose a threat to international peace and security, as well as to development and growth at the global level. The Programme of Action is a key element to combat the illicit trade in small arms and light weapons, thus contributing to reducing the proliferation of these weapons and improving stockpile management.

Madam President,

Dear colleagues,

Eleven years ago, we agreed here in New York on a Programme of Action aimed at reducing the death toll and the suffering caused by small arms and light weapons as well as at preventing, combating and eradicating the harmful consequences of their proliferation on development and human rights. But given the thousands of victims caused each year by small arms and light weapons originating from illicit trade, it is clear that the goals set in 2001 have not been achieved yet.

This second Review Conference should help us strengthen the effectiveness and the efficiency of the Programme of Action, in order to better curb the proliferation of arms, to further improve stockpile management and to better take into account the humanitarian and socio-economic aspects of the illicit trade in small arms and light weapons, especially gender-based violence and the devastating impact of these weapons on children. To this end, it is important to strengthen the implementation of the Programme of Action and the International Tracing Instrument.

Luxembourg is not an arms producer. Since August 3rd, 2011, Luxembourg has a new law on arms and ammunition transposing the EU directive on control of the acquisition and possession of weapons. The law regulates the management and control of weapons and ammunition and provides a more detailed definition of all elements related to the illicit trade and manufacturing of firearms and their parts. It also specifies the provisions for the marking of arms.

Madam President,

The preservation of peace and security, the respect for human rights and international humanitarian law are the foundations of our collective security and a responsibility shared by us all. Under your leadership, and on the basis of the revised drafts which have been prepared, Luxembourg is convinced that by 7 September we will be able to reach agreement on quality outcome documents and to achieve substantial progress in order to accelerate and improve the implementation of the Programme of Action.

The fact that we have unfortunately not been able to finalize the Arms Trade Treaty a month ago should not lead us to give up. On the contrary, it should be an incentive for us to redouble our efforts in the context of this review conference.

I thank you for your attention.